



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action en faveur de la République centrafricaine pour 2022

Document d'action « Programme d'appui au secteur de l'éducation en République centrafricaine (RCA) »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui au secteur de l'éducation en République centrafricaine (RCA) N° OPSYS : ACT-60804 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République centrafricaine
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021-2027 en République centrafricaine
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	OS2 Accroître l'accès et la qualité de l'éducation primaire et secondaire, ainsi que de la formation professionnelle, en particulier pour les populations les plus vulnérables et les filles. R1 OS2 La gouvernance, la disponibilité et l'accès aux services d'éducation primaire, secondaire et professionnelle de qualité sont améliorés.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	PIM domaine prioritaire 2, secteur 2.2
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement) : 4 (éducation de qualité) Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles : 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique) 8.6 – réduction de la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

8 a) Code (s) CAD	110, Education			
8 b) Principal canal de distribution @	41100 – Organisation des Nations Unies 13000 - Gouvernement tiers 60000 - Private sector			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif
Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Connectivité		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 30 000 000 EUR. Montant total de la contribution du budget de l’UE 30 000 000 EUR.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet : <ul style="list-style-type: none">- Gestion directe par marchés publics- Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.2 et 4.4.3			

1.2 Résumé de l'Action

L'action se situe dans un contexte de fragilité avec des crises sécuritaires récurrentes, malgré le retour à l'ordre constitutionnel en 2016 et la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en février 2019. Dans ce contexte, l'Indice de Développement Humain établit à 0,397 pour l'année 2020, classe la RCA parmi les « pays à développement humain faible » au 188^e rang sur 189 pays et territoires. Le projet vise ainsi à contribuer au développement du capital humain, pour renforcer le pays en capacités humaines nécessaires pour sa stabilisation et son développement.

Le contexte sectoriel de l'éducation en RCA est lourdement touché par les crises successives auxquelles le pays a été confronté. La situation sécuritaire et socio-économique affecte l'accès aux services, leur disponibilité et la qualité des apprentissages, à tous les niveaux, du préscolaire à l'enseignement supérieur. Quelques mois seulement après le retour à l'école à la suite des mesures de confinement actives pendant presque la moitié de l'année 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la vague de violences en février 2021 a à nouveau entraîné la fermeture des écoles dans 11 des 16 préfectures du pays. De nombreuses écoles ont été fermées de force, occupées ou endommagées à la suite des affrontements. Un nombre important d'enfants et de jeunes sont à présent déscolarisés et la transition au post-primaire est très limitée surtout en-dehors de Bangui, les filles étant les plus défavorisées. Dans un tel contexte, l'état de vulnérabilité de la jeunesse centrafricaine reste très élevé, les jeunes étant affectés entre autres par la faiblesse de l'offre de formation professionnelle, le manque d'opportunités d'emploi salarié et la fragilité du tissu économique.

L'objectif général de cette action est d'accroître l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation en République centrafricaine, notamment à travers (i) l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire de qualité, avec un renforcement de la transition entre les deux cycles ; (ii) la promotion de l'employabilité des jeunes et (iii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur.

L'action cible particulièrement les enfants, adolescents et jeunes vivants dans les situations plus vulnérables, notamment les filles, les personnes handicapées, les personnes affectées par des crises (déplacés et retournés) et les communautés hôtes.

L'appui de l'UE est aligné avec les priorités du plan sectoriel décennal (PSE) récemment adopté par le Gouvernement. Le PSE est accompagné d'un engagement de l'Etat à augmenter progressivement la part des dépenses publiques consacrées au secteur. Les activités d'appui aux principaux sous-secteurs du système éducatif ont été identifiées en cohérence et complémentarité avec les interventions appuyées par les principaux partenaires techniques et financiers regroupés autour du Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE) : Partenariat mondial pour l'éducation (PME), Banque mondiale, le service de la Commission Européenne en charge de la Protection civile et des Opérations d'Aide humanitaire européennes (ECHO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'ambassade de France et l'Agence française de Développement (AFD).

L'éducation et la formation se placent aussi au cœur de l'initiative UE du Global Gateway lancée en décembre 2021 qui a, parmi ses objectifs, celui d'accélérer le renforcement des systèmes éducatifs à tous les niveaux. Les instruments en soutien à l'initiative Global Gateway en appui au secteur sont, entre autres, les programmes pays sur éducation et formation, un programme régional sur les enseignants, le partenariat global pour l'éducation (GPE) et les programmes de mobilité dans le cadre du *Youth Mobility for Africa*.

L'action contribue aussi à la réalisation du Plan d'Action Genre III (2021-2025)¹, plus spécifiquement à l'objectif thématique « *Réduction des disparités de genre en ce qui concerne l'inscription, la progression et la poursuite des études des femmes, des hommes, des filles et des garçons, à tous les niveaux d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie* ».

Une attention continue sera accordée à la coordination des interventions dans les sous-secteurs ciblés et de l'appui au secteur dans son ensemble, à d'éventuels déficits d'appui clés en termes de renforcement du système, et à l'harmonisation des approches, afin de renforcer l'efficacité et l'efficience des appuis et leur possible réplique à plus grande échelle. Les priorités dans le dialogue sectoriel incluront les réformes relatives aux enseignants, ainsi que le budget alloué au secteur. La réduction des inégalités territoriales et de genre sera également au centre du dialogue.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La RCA figure au plus bas des classements internationaux en ce qui concerne les indicateurs de développement humain, les mesures des inégalités et du climat des affaires. La RCA est classée au dernier rang sur 151 pays de l'Indice de développement humain ajusté des inégalités (IDHI), avec une valeur de 0,232. Les inégalités de genre sont importantes avec un indice d'inégalité de genre de 0,68 en 2019 plaçant le pays à la 188e place sur 189; on note une amélioration sur la corruption avec une 154e place sur 180 et un score de 24 % pour l'indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International.

La persistance des conflits au cours de décennies d'instabilité a conduit près de 1,4 million de centrafricains à quitter leur foyer. Cela représente un quart de la population nationale. Au 31 janvier 2022, la Commission des mouvements de population (CMP) faisait état de 652 036 personnes déplacées internes (PDI) en RCA. En outre, un grand nombre de réfugiés centrafricains sont toujours présents dans les pays voisins, à savoir le Cameroun, le Tchad, la République Démocratique du Congo et la République du Congo, et en plus petit nombre au Soudan et au Soudan du Sud.

La situation politique actuelle en RCA est principalement marquée par la suite des élections présidentielle et législatives de fin 2020 - début 2021, les élections communales initialement annoncées pour septembre 2022 et maintenant prévues pour début 2023, l'incertaine mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) signé en février 2019 sous l'égide de l'Union africaine, et le faible contrôle par l'Etat du territoire national.

En juin 2021, le président Faustin-Archange TOUADERA, à la suite de sa réélection pour un deuxième mandat, a nommé le premier ministre Henri-Marie DONDRA, qui a été remplacé en février 2022 par Félix MOLOUA. Les élections présidentielles et législatives se sont déroulées dans un contexte de fortes tensions politiques et

¹ Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

d'insécurité, à la suite de l'offensive lancée par une nouvelle coalition armée (Coalition des patriotes pour le changement - CPC), arrivée aux portes de la capitale avec l'objectif de bloquer le processus électoral et de renverser les institutions. Les forces armées centrafricaines (FACA), accompagnées par les forces non-conventionnelles de la société privée Wagner, ont engagé une vaste contre-offensive visant à reprendre le contrôle des villes principales du pays ce qui a permis des progrès notables dans la reprise de territoire, au prix d'une augmentation de violations des droits humains et du droit international humanitaire dans les régions éloignées, documentés dans plusieurs rapports internationaux, y compris des Nations Unies. Le Dialogue républicain, tenu en mars 2022, a été boycotté par une partie de l'opposition. Celui-ci cependant produit plusieurs centaines de recommandations (seules un peu plus de 200 ont été validées par le président).

Le contexte sectoriel de l'éducation en RCA est affecté par les crises successives auxquelles le pays est confronté. La situation sécuritaire et socio-économique affecte l'accès aux services, leur disponibilité et la qualité des apprentissages. Quelques mois seulement après le retour à l'école après les mesures de confinement pendant presque la moitié de l'année 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la vague de violence en février 2021 a à nouveau entraîné la fermeture des écoles dans 11 des 16 préfectures du pays. Un nombre important d'écoles ont été fermées de force, occupées ou endommagées à la suite des affrontements².

Si l'insécurité reste la principale contrainte à court terme pour relever les défis auxquels le secteur de l'éducation fait face, les incertitudes quant aux perspectives à moyen et à long terme sont aussi dues à la capacité limitée du gouvernement dans la gestion du secteur et dans la mobilisation des ressources nécessaires pour son renforcement. En 2019, les dépenses publiques pour l'éducation en RCA ne représentaient que 13,3% des dépenses publiques totales et 1,6% du PIB.³ Ce niveau d'investissement financier n'est pas suffisant pour permettre au pays d'être en mesure de fournir des services d'éducation de base et constitue un défi de taille pour le secteur, qui se caractérise par une offre très insuffisante d'infrastructures scolaires et d'enseignants qualifiés dans le primaire et le secondaire, et des disparités géographiques importantes. La part du budget national dédiée à l'enseignement secondaire technique et la formation professionnelle est infime, autour de 0,5% en 2018 et 2019.

Les données actuellement disponibles ne permettent pas une estimation très précise des taux d'accès et d'achèvement aux différents cycles. Ces données permettent cependant d'apprécier les défis auxquels le système est confronté. Le taux brut de scolarisation était estimé, pour 2018-2019⁴, à 129% en primaire (un taux de redoublement élevé est cependant à noter ; ce taux ne reflète donc pas une scolarisation universelle), 41% au 1^{er} cycle du secondaire, et 21% au 2^e cycle du secondaire⁵. La transition entre le primaire et le secondaire est limitée, et le taux d'achèvement de chacun des cycles est bas, estimé à 59% pour le primaire et 13,5% pour le premier cycle du secondaire. L'accès au post-primaire est extrêmement limité et les filles sont les plus défavorisées. Le taux d'achèvement des filles est inférieur à celui des garçons pour tous les niveaux d'éducation. En 2018-2019, il y avait un peu moins de huit filles pour dix garçons scolarisés dans le cycle primaire et environ six filles pour dix garçons scolarisés dans le cycle secondaire⁶.

Le contexte est marqué par d'importantes disparités dans l'accès à l'éducation : des disparités géographiques entre les régions rurales et Bangui, un accès systématiquement inférieur et un taux de déscolarisation plus élevés pour les filles, et une disparité d'accès pour les enfants issus des quintiles les plus pauvres. D'après des estimations, le taux net de scolarisation (TNS) dans le premier cycle du secondaire s'élève à 33% à Bangui, contre 11% dans les autres régions du pays⁷. Le taux de non-scolarisation est estimé à 26% (30% pour les filles et 23,2% pour les garçons) pour les enfants en âge d'aller au primaire, et 24% (30,2% pour les filles et 18,3% pour les garçons) pour

² UNOCHA, Light Humanitarian Needs Overview, 22 mars 2021.

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/central-african-republic/document/rca-humanitarian-needs-overview-hno-light-2021>

Banque mondiale, « Cahiers économiques de la République centrafricaine - Investir dans le capital humain pour préserver l'avenir », quatrième édition, juillet 2021

⁴ Plan sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine

⁵ Plan sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine. MICS 2019 estime le taux d'achèvement net à 26,8% pour le primaire et 12,3% pour le premier cycle du secondaire

⁶ Plan Sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine

⁷ Plan Sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine

les enfants en âge d'aller au premier cycle du secondaire⁸. La non-scolarisation est fortement associée au milieu de résidence et à la pauvreté. Les filles sont majoritaires parmi les enfants non-scolarisés et cela ne fait que s'aggraver pour les niveaux d'éducation plus avancés.

Les personnes en situation d'handicap constituent un autre groupe de population vulnérable subissant des discriminations et exclusions importantes. En l'absence de données générales sur le handicap en RCA, les acteurs humanitaires (source : Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) 2021⁹) utilisent l'estimation de 15% de la population vivant avec un handicap. Une enquête OCHA (2021) relève que les obstacles principaux à accéder à l'éducation pour les enfants vivant avec des handicaps sont le manque de ressources financières, les discriminations, une politique favorable qui met l'éducation inclusive au centre des préoccupations, un manque de formation pour les enseignants, et l'accessibilité des infrastructures et des transports.

La RCA ne dispose pas de données fiables d'évaluation des résultats d'apprentissage. Selon les données de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2021, seulement 40% des jeunes centrafricains âgés de 15 à 24 ans sont alphabétisés (50% pour les hommes et 31% pour les femmes). Une grande partie de la population des jeunes n'a donc pas les compétences en calcul et en lecture pour s'engager dans des activités productives sur le marché du travail.

Dans ce contexte, plus de 600 000 jeunes (25% des jeunes centrafricains entre 15 et 24 ans) sont sans emploi, ni formation; et les opportunités de formation professionnelle sont très faibles en nombre et moyens. L'offre de formation professionnelle publique est limitée, avec 9 établissements à Bangui et 6 centres de formation professionnelle en région, dont la fonctionnalité est très relative. En l'absence de système de collecte de données fiable, l'effectif total de l'éducation technique et formation professionnelle (ETFP) est estimé à 9 000 jeunes, dont plus de 75% à Bangui. Les filles représentent 23% des effectifs avec une surreprésentation dans les filières dites féminines. Avec un secteur privé peu développé, entraînant une faible capacité d'absorption des entreprises et un manque d'adéquation des formations aux besoins du marché du travail, les débouchés pour les jeunes centrafricains restent limités, principalement vers l'auto-emploi et l'emploi en très petites et moyennes entreprises (TPME)¹⁰.

En ce qui concerne le secteur universitaire, un très faible investissement affecte négativement le fonctionnement de l'unique institution publique d'enseignement supérieur du pays, l'Université de Bangui. Cette dernière se trouve confrontée à de nombreuses difficultés de gestion, telles que l'insuffisance et vétusté de locaux¹¹, le déficit chronique d'enseignants-chercheurs, l'absence d'une bibliothèque répondant aux normes académiques et les problèmes de gestion et protection des œuvres et équipements disponibles.

En termes d'effectif, on compte environ 326 enseignants permanents. A cela s'ajoute un ensemble de professeurs vacataires (majoritaire). Quelques coopérants (français, égyptiens, experts du PNUD...) ainsi qu'une dizaine de missionnaires ponctuels de l'Agence universitaire de la Francophonie complètent le dispositif. Dans les années 1996-2006, des accords de coopération ont cependant été noués avec un nombre d'universités africaines et européennes. D'autres pays d'Afrique tels que le Maroc, le Sénégal, l'Égypte, la Tunisie accueillent, selon les données de la Direction générale de Bourses et stages, environ 350 étudiants issus de différents domaines de formation. D'autres poursuivent des études doctorales par alternance grâce à ces accords interuniversitaires. Toutefois, le nombre de bourses offertes ne permet pas d'absorber la demande. Dans cette même dynamique, l'université s'est également engagée dans la réforme de sa scolarité pour la mettre en conformité avec le système Licence-Master-Doctorat (LMD), ou 3-5-8, ceci afin de faciliter les échanges interuniversitaires et de « standardiser », d'un point de vue international, son système académique. En 2006, le Campus numérique francophone (CNF) a démarré ses activités au sein de l'institution en offrant un cadre d'échange et de recherche numérique aux étudiants et aux enseignants, mais à l'heure actuelle il reste non opérationnel faute de ressources disponibles.

⁸ Enquête par grappes à indicateurs multiples 2018-19, UNICEF-MICS 2021 Enquête par grappes à indicateurs multiples 2018-19, UNICEF-MICS 2021

⁹ <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/r-publique-centrafricaine-aper-u-des-besoins-humanitaires-en-2022>

¹⁰ Sur les 12 000 TPME enregistrées au guichet unique, seulement 900 seraient actives, principalement dans le secteur du BTP et du commerce (IECD, 2021)

¹¹ L'Université de Bangui construite en 1971 pour accueillir 300 étudiants a atteint un effectif de 15 000 étudiants en 2020-2021 (MESRSIT, 2022)

Dans ce contexte s'inscrit la coopération de l'UE avec la RCA qui vise, dans le cadre du Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) 2021-2027 et son axe stratégique 2, à un développement humain grâce à des services publics qui répondent aux besoins fondamentaux de la population. Ceci est en ligne avec la vision stratégique de développement de l'Union européenne qui repose sur l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030 et la politique nationale de développement, notamment le pilier 2 du Plan de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA): renouveler le contrat social entre l'État et la société à travers l'accomplissement des responsabilités de l'Etat d'assurer l'accessibilité des services sociaux de base à la population.

Le ministère de l'Éducation a adopté un nouveau Plan sectoriel de l'éducation (PSE), couvrant la période 2020-2029, qui a été endossé par les partenaires techniques et financiers en juillet 2020. Ce plan représente une opportunité pour l'appui au secteur, et devrait constituer un document de base tant pour l'alignement de l'appui technique et financier aux priorités définies et une meilleure coordination, que pour le dialogue autour de défis critiques auxquels fait face le secteur. Ce plan présente 4 axes stratégiques : accroître l'accès à l'éducation et à la formation et le rendre plus équitable ; former, recruter et affecter des enseignants sur l'ensemble du territoire ; améliorer la qualité de l'enseignement et réformer la gouvernance et accroître le financement du système éducatif. En matière de financement, l'État centrafricain s'est engagé à travers le PSE à accroître progressivement la part du budget de l'éducation dans le budget total pour atteindre 20% en 2026 et aller jusqu'à 23% en 2029. Pour la question enseignants, clé pour le secteur, le PSE prévoit l'intégration progressive de très nombreux maîtres-parents et professeurs vacataires dans de nouveaux statuts d'agents publics. Le PSE catalogue l'éducation technique et la formation professionnelle, ainsi que l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'innovation technologique parmi les sous-secteurs de l'éducation encore peu développés, nécessitant l'élaboration de politiques sectorielles spécifiques. L'AFD avait financé, en 2018, l'élaboration de la Stratégie nationale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en Centrafrique, validée techniquement par les services compétents mais jamais officiellement adoptée.

2.2 Analyse des problèmes

Comme indiqué ci-dessus, le système éducatif est confronté à des défis de taille concernant l'éducation de base, notamment dus à un niveau de dépenses publiques, une gouvernance et une capacité de gestion du système d'éducation insuffisants.

Le secteur présente un énorme déficit en infrastructures scolaires (salles de classes et écoles) et en enseignants qualifiés, tant dans le primaire que dans le secondaire. Le ratio élèves-maître moyen dans le public au niveau primaire, à 91¹², est extrêmement élevé, avec en plus d'importantes disparités régionales. Environ un tiers des salles de classe dont disposent actuellement les écoles primaires publiques sont inadéquates et les salles de classe utilisées sont en sureffectif. Les estimations indiquent une salle de classe en bon état pour 148 élèves au primaire et 158 au premier cycle du secondaire¹³. Il est estimé au niveau national que 84 % des écoles n'ont pas accès à un service d'eau élémentaire (i.e. eau potable provenant d'un point d'eau amélioré, et disponible dans l'établissement scolaire au moment de l'enquête)¹⁴. Le gouvernement paie les salaires d'environ 37% des enseignants du primaire public¹⁵. Au niveau primaire, 63% des enseignants, la plupart non qualifiés et résidant en zone rurale, sont des maîtres-parents (enseignants communautaires), payés par les communautés. Au niveau secondaire, 66%¹⁶ des enseignants du secondaire public sont des enseignants temporaires (enseignants vacataires) et la plupart d'entre eux n'ont pas de formation pédagogique. Là encore les disparités géographiques sont importantes, et la proportion des enseignants communautaires est nettement plus élevée en zones rurales par rapport à Bangui, à 70% et 8% respectivement pour le secteur public¹⁷.

¹² Le Système d'information de gestion de l'éducation (SIGE), 2018-2019, Plan sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine

¹³ Le Système d'information de gestion de l'éducation (SIGE), 2018-2019

¹⁴ Enquête par grappes à indicateurs multiples 2018-19, UNICEF-MICS 2021, , UNICEF-MICS 2021

¹⁵ Banque mondiale, «Cahiers économiques de la République centrafricaine - Investir dans le capital humain pour préserver l'avenir», quatrième édition, juillet 2021

¹⁶ Banque mondiale, «Cahiers économiques de la République centrafricaine - Investir dans le capital humain pour préserver l'avenir», quatrième édition, juillet 2021

¹⁷ Plan sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine

Le déficit en enseignants formés, l'intégration et le déploiement des enseignants sur tout le territoire est un défi majeur pour le système. La capacité du système de formation initiale des enseignants est insuffisante pour les besoins, le pays ne disposant que d'un institut de formation pour les enseignants du secondaire, et 10 centres de formation pour le primaire, avec une capacité également insuffisante pour répondre aux besoins. Le fonctionnement de ces centres de formations a, de surcroît, été affecté par les vagues de crises successives. Le PSE envisage un renforcement de la capacité de ces centres et instituts, et des mesures visant un renforcement de la gestion des enseignants (y compris des nouveaux statuts, et le renforcement des systèmes de paiement et de déploiement). La formation continue est actuellement fragmentée. Le PSE envisage de la renforcer, pour permettre d'offrir notamment la formation progressive aux maîtres-parents et aux vacataires, en vue d'une possible contractualisation ou intégration dans la fonction publique : toutefois, l'espace fiscal très limité rend peu réaliste ce scénario. Moins d'un enseignant du primaire sur cinq (19%) était une femme en 2018-2019, et la proportion de femmes enseignantes est particulièrement limitée parmi les maîtres-parents (7 %) ¹⁸ ; 11 % des enseignants du cycle secondaire étaient des femmes.

Il existe un grand écart entre les résultats d'apprentissage des enfants qui habitent en milieu rural et ceux des enfants habitant les villes. Entre trois et quatre fois plus d'enfants de ville ont les compétences de base en lecture et calcul par rapport aux enfants habitant en milieu rural. La plus grande inégalité en ce qui concerne les résultats d'apprentissage est en fonction de différences socioéconomiques. 13% des enfants du quintile le plus riche de la population ont acquis les compétences fondamentales en lecture, tandis que moins de 1% des enfants les plus pauvres ont pu faire de même. Cela est aggravé par l'utilisation pour l'instruction du français, qui n'est pas maîtrisé par beaucoup de maîtres-parents; l'utilisation du sango comme langue d'enseignement dans les premières années du primaire, telle que proposée dans le PSE, pourrait améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage surtout en zone rurale.

En plus, un grand défi est le contexte socioculturel qui s'appuie sur des normes et coutumes essentiellement patriarcales généralement défavorables aux femmes. De même les tensions intercommunautaires se reproduisent souvent dans le milieu scolaire : les filles et garçons ayant été associés aux forces et groupes armés ont des difficultés d'intégration dans le milieu scolaire. Un autre défi est les violences basées sur le genre, y compris l'exploitation et les abus sexuels, affectent surtout les filles de plus de 12 ans, notamment celles vivant dans des zones rurales.

L'estimation des besoins humanitaires pour 2022 place à 1 400 000 le nombre d'enfants et adolescents (3-17 ans) dans le besoin d'appui en éducation, 27% d'entre eux ayant des besoins aigus. 79% d'entre eux sont de la communauté hôte, 12% des personnes déplacées internes (PDI) en familles d'accueil, 4% des PDI sur sites et 5% des retournés ¹⁹.

Il existe plusieurs défis pour améliorer la **gestion du secteur éducatif** par le ministère de l'Éducation nationale (MEN) et le ministère de l'Enseignement supérieur, la Recherche scientifique et l'Innovation technologique (MESRSIT). Le système est très fortement centralisé, avec d'énormes difficultés de communication et de transport entre Bangui et le reste du pays. Au niveau des régions, les budgets sont très insuffisants et le paiement des salaires très irrégulier. Les inspections n'ont presque aucun moyen de déplacement en-dehors des chefs-lieux et le contrôle et le monitoring sont en état de dysfonctionnement.

Le secteur de **la formation professionnelle est très peu développé en RCA**, alors qu'il devrait jouer un rôle fondamental pour offrir, entre autres, des secondes chances aux jeunes qui n'ont pas accédé ou sont sortis du système éducatif formel sans diplôme et qui nécessitent un accompagnement en termes d'alphabétisation, développement des compétences et insertion dans le marché du travail.

Le nombre des jeunes qui n'ont reçu aucune scolarisation (11,6% dans la tranche d'âge 16-18 ans) ou qui ont abandonné l'école (37,1%) est préoccupant en termes de développement des compétences nécessaires pour accéder à plus d'opportunités d'emploi ou auto-emploi. Parmi les raisons citées par ceux et celles qui ne sont jamais allés à l'école, et ceux et celles qui ont abandonné, on note le refus de la famille, le coût de la scolarisation, l'éloignement de l'école et l'échec des examens, l'insécurité et la grossesse. Les jeunes résidant en dehors de Bangui et les filles

¹⁸ Plan sectoriel de l'Éducation 2020 – 2029 de la République centrafricaine

¹⁹ HNO 2022

sont les catégories les plus défavorisées (respectivement 13,5% et 17,5% jamais scolarisés sur la même tranche d'âge).

Concernant la formation professionnelle, les disparités géographiques sont également importantes, l'offre de formation est concentrée à Bangui et sa périphérie, avec une centaine de centres de formation privés, qui dispensent pour la plupart des parcours de courte durée, de qualité variable et susceptible d'un manque de standardisation des programmes de formation et certification. Le matériel pédagogique et les outils pour les travaux et apprentissages pratiques sont insuffisants, ainsi que l'adaptation des référentiels aux besoins du marché d'emploi. Des barrières encore plus importantes sont rencontrées par les jeunes femmes, et notamment les femmes handicapées ou autrement marginalisées, dans l'accès à la formation professionnelle et pour leur insertion professionnelle, à savoir une charge domestique importante, des normes sociales discriminatoires et une haute incidence des cas de harcèlement sexuel en milieu scolaire et professionnel.

Les problèmes identifiés dans le secteur de l'enseignement supérieur ont des retombées directes sur la qualité de la formation et d'éducation de base, qui dépend étroitement de celle des formateurs de formateurs issus du supérieur (École normale des instituteurs (ENI), École normale supérieure (ENS) et étudiants du premier cycle du supérieur). L'accès limité aux opportunités de formation continue des professeurs et chercheurs représente aussi un frein important au développement du capital humain du pays et à l'innovation. La digitalisation fait partie des stratégies indiquées par le Gouvernement comme prioritaires. En effet, la situation d'enclavement continentale de la RCA fait des technologies de l'information et de la communication (TIC) un instrument intéressant d'amélioration de la qualité et d'accessibilité de l'enseignement à tous les niveaux, y compris à travers le développement de partenariats académiques de mobilité d'étudiants et enseignants et de partage virtuel de matériel pédagogiques et d'autres plateformes d'accès à la connaissance globale.

Cependant, le secteur est caractérisé par une **nette insuffisance d'intégration des TIC dans l'enseignement** :

- Environ 20% du public universitaire se sert des TIC et 5% dispose d'un ordinateur ;
 - Les usages de base des TIC sont dispensés dans les filières comme une discipline à part entière;
 - L'Université ne dispose pas d'un site web approprié ;
- Le parc informatique est très réduit, avec un rapport nombre d'ordinateurs par population universitaire extrêmement faible (0,017 PC, soit 250 ordinateurs pour 15 000 individus). L'ensemble des centres et salles de consultation ne dispose que de 58 postes opérationnels mais de qualité obsolète et non connectés ; seulement 40 PC offrent l'accès à internet à toute la communauté universitaire. Cet accès est réparti entre le campus numérique francophone (25 ordinateurs) et le centre de ressources multimédia (15 ordinateurs) alors que la majorité des PC sont utilisés pour des travaux de bureautique au niveau des administrations des établissements.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes seront : les autorités nationales, régionales et locales (titulaires d'obligation) ; les Directions Générales des deux Ministères du système éducatif; le ministère de l'Éducation nationale (MEN) ; et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique (MESRSIT); l'Université de Bangui ; le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle (MTEPSFP) et l'Agence centrafricaine pour la formation professionnelle et l'emploi (ACFPE).

Particulièrement dans les zones cibles de l'intervention sous la priorité 1, les structures d'encadrement au niveau déconcentré : les Inspections académiques, les circonscriptions et secteurs scolaires, les instituts de formation initiale et continue des enseignants y compris les centres pédagogiques régionaux (CPR).

Les capacités au niveau déconcentré sont particulièrement faibles en termes d'expertise, financement et communication avec le niveau central. Le PSE reconnaît le rôle de ces structures dans la gestion du système, et envisage de revoir et renforcer les rôles des structures déconcentrées, à travers une expansion de leur rôle d'accompagnement et de suivi pédagogique et avec, pour les inspections académiques, de nouvelles fonctions tant administratives que pédagogiques. Le PSE envisage également de renforcer le rôle des CPR dans la formation initiale et continue. A travers cette action, une évaluation détaillée des capacités sera réalisée pour un appui plus efficace.

Les établissements scolaires primaires, du premier cycle du secondaire et les centres de formation professionnelle ciblés.

Les titulaires de droits ciblés ; la population centrafricaine, en particulier les enfants et adolescents en âge scolarisable et leurs parents (associations de parents d'élèves (APE) et organisations des communautés de base (OCB)), les élèves du secondaire et étudiants, jeunes filles et garçons y compris les personnes déplacées internes et les retournés, les enfants et adolescents déscolarisés, les enfants handicapés ; les enseignants (y compris les maîtres parents et vacataires du secondaire) et les professeurs ainsi que la société civile œuvrant dans le secteur de l'éducation.

Les leaders communautaires et religieux sont aussi des acteurs clés dans l'encouragement des parents à scolariser les enfants, en particulier les filles. Ces leaders sont en grande majorité masculins, mais il ne faut pas négliger la capacité d'influence de certaines femmes, comme les chefs de quartier, les élues, les femmes pasteur, les chefs de groupements féminins, les entrepreneuses, les intellectuelles, et même les épouses des leaders masculins, qui peuvent avoir une influence sur leurs maris.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'accroître l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation en République centrafricaine, en particulier les populations les plus vulnérables, notamment les filles et les populations affectées par des crises (déplacées et retournées).

Les objectifs spécifiques (OS) de cette action sont :

1. Améliorer l'accès à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire de qualité, avec un renforcement de la transition entre les deux cycles, particulièrement pour les enfants et adolescents les plus vulnérables, y compris les filles et les enfants affectés par des crises, notamment les déplacés.
2. Améliorer l'employabilité des jeunes les plus fragilisés, en particulier les jeunes femmes et les déplacés et retournés dans les zones d'intervention.
3. Promouvoir la digitalisation et la mise en réseau dans l'enseignement supérieur.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

1.1 contribution à OS1 : L'accès au primaire et la transition vers le premier cycle du secondaire des enfants et adolescents, particulièrement les plus vulnérables, y compris les filles et les enfants affectés par des crises, notamment les déplacés, sont améliorés dans les zones cibles.

1.2 contribution à OS1: La qualité de l'enseignement du primaire et du premier cycle du secondaire est améliorée, particulièrement pour les enfants et adolescents les plus vulnérables, notamment les filles et les enfants déplacés.

1.3 contribution à OS1: Les capacités de gestion du système éducatif au niveau central et déconcentrés sont renforcés.

2.1 contribution à OS2: L'offre de formation et d'insertion intégrale dispensée par les centres de formation professionnelle et acteurs ciblés est renforcée, en termes de quantité et qualité, en particulier pour les filles et les jeunes affectés par des crises, notamment les déplacés et retournés.

2.2 contribution à OS2: La gouvernance du sous-secteur de la formation professionnelle et la coordination avec le secteur privé sont améliorées.

3.1 contribution à OS3: La disponibilité de matériel pédagogique adapté et des opportunités de mobilité sont améliorées pour les étudiants et enseignants de l'Université de Bangui.

3.2 Activités indicatives

L'appui envisagé dans le cadre de cette action sera aligné, pour chacun des 3 sous-secteurs, aux priorités du Plan sectoriel de l'Éducation (PSE) 2020-2029, et donc en soutien à la mise en œuvre des politiques et stratégie nationales, dans une approche de renforcement du système de l'éducation, et des capacités, tant au niveau central que déconcentré, avec une attention particulière à la durabilité des interventions.

La sélection des zones géographiques ciblées par l'OS1 sera basée sur les critères suivants : (i) les besoins identifiés comme les plus aigus en éducation notamment dûs à une forte concentration de populations dans ces régions et des gaps en assistance; (ii) les régions qui permettent d'avoir un plus grand impact sur les populations déplacées; (iii) la complémentarité avec les interventions d'autres partenaires techniques et financiers (PTFs) humanitaires et de développement et (iv) la disponibilité de partenaires sur place pour la mise en œuvre. La sélection des zones géographiques et des écoles ciblées par l'intervention se fera dans le cadre du dialogue avec le ministère de l'Éducation nationale et en consultation avec les partenaires du GLPE et du cluster éducation.

Pour la composante de formation professionnelle, il s'agit d'une action complémentaire à celle en cours de mise en œuvre dans les régions à l'Ouest de la RCA par l'Agence française de développement (AFD), pour sa mise en échelle, ainsi que pour le démarrage d'actions structurées d'appui au sous-secteur dans la ville de Bangui et ses alentours. Le ciblage impliquera les centres de formation professionnelle existants et à renforcer, en lien avec un bassin d'emploi et des opportunités d'emploi et d'auto-emploi pour les filières en cours d'identification. Les critères spécifiques de ciblage des centres de formation et des jeunes bénéficiaires (parmi les jeunes femmes et hommes entre 18 et 30 ans déscolarisés) seront décidés en concertation avec l'ACFPE, et sur la base des résultats de l'étude de faisabilité en cours de réalisation par l'ONG Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) sous instruction de l'AFD. Ce dernier prend en compte notamment les capacités des centres, leur potentiel, la volonté exprimée des directions de faire évoluer les pratiques, les filières porteuses présentées et souhaitées et les complémentarités avec les interventions en cours dans le sous-secteur.

L'entité bénéficiaire de l'OS 3 sera l'Université de Bangui, seule université publique en République centrafricaine.

Activités liées au produit 1.1

Les activités comprendront une attention particulière à la transition au secondaire, notamment pour les enfants les plus vulnérables, y compris les déplacés, les enfants vivant avec un handicap et les filles, et à l'allègement des barrières à l'accès ou la rétention. Un volet de l'appui sera également relatif à l'offre de services d'éducation. L'engagement des parents, des associations des parents et de la communauté autour de l'éducation sera appuyé, avec notamment le dialogue communautaire et la sensibilisation à la scolarisation des enfants et adolescents les plus vulnérables, les filles, les enfants en situation de handicap ou de décrochage scolaire.

Une autre activité envisagée est la mise en place d'un programme de *cash transfer* spécifiquement pour la prise en charge des enfants les plus vulnérables (y compris les enfants vivant avec un handicap) pour encourager la continuité de l'apprentissage : ces transferts seront limités dans le temps, et soutiendront également la création d'une activité génératrice de revenu pour la famille, afin de soutenir la continuité de la scolarisation au-delà de cet appui ponctuel.

Une autre barrière identifiée à la transition au secondaire est la détention de certificat de naissance par les enfants: des activités de sensibilisation et éventuellement de manière appropriée d'appui à l'initiation des démarches auprès des autorités concernées sont envisagées.

Toujours en appui à l'accès, mais également à l'offre de services, un appui à la scolarisation sous forme de matériel pédagogique (pour les élèves et les enseignants) et matériel encourageant l'accès et la rétention à l'école (kit de dignité pour les filles, matériel récréatif) est envisagé.

Enfin, ce produit, en réponse au contexte spécifique que présente la RCA, comprendra un volet de réhabilitation et construction de salles de classes et écoles primaires et du premier cycle du secondaire (collèges de proximité en zones rurales), leur équipement, et installations sanitaires (séparé par sexe de façon à garantir sécurité et dignité et accessible pour les enfants handicapés). Le design des infrastructures prendra en compte les critères d'accessibilité et les besoins des enfants vivant avec un handicap afin de faciliter leur accès à l'éducation. La réhabilitation et l'équipement des CPR pourraient également être envisagés dans les zones d'intervention.

Activités liées au produit 1.2

Les activités envisagées sous le volet d'appui à la qualité sont relatives à une expansion de l'accès à l'éducation alternative et complémentaire, telle que l'éducation accélérée et la remédiation, en appui à la réintégration et la rétention notamment des enfants (filles et garçons) en situation de déplacement ou des communautés d'accueil. Cette expansion impliquera la formation d'enseignants, du matériel pédagogique, ainsi qu'un appui technique au ministère de l'Éducation sur la mise en place et standardisation des matériaux pour la remédiation/le rattrapage.

Ce produit comprendra également des activités relatives au renforcement des radios clubs, dont l'objectif est de renforcer les apprentissages des élèves et la formation continue des enseignants lorsque les écoles sont ouvertes, et appuyer la continuité de l'éducation si elles doivent être fermées. Les activités envisagées sont la formation d'enseignants, ainsi que l'achat de matériel tel que les radios solaires et des clés USB. Un autre volet important sous ce produit sera la mise en œuvre d'activités relatives à un appui à la formation continue des enseignants et maitres parents du primaire et du secondaire, y compris sur les questions de protection, inclusion et de soutien psychosocial dans les zones cibles du projet, et devrait également contribuer à la mise en place, en coordination avec l'appui des autres PTFs, d'un système plus harmonisé de formation continue. Un appui aux CPR, et à des aspects de la formation initiale des enseignants ou maitres parents pourrait être également envisagé dans ce cadre, en complémentarité avec l'appui des autres PTFs. Les activités envisagées sous ce produit pourraient inclure le paiement de primes aux maîtres-parents, dans le cadre d'une approche harmonisée avec les autres PTFs, et du dialogue sur l'intégration et la contractualisation des enseignants formés et maitres parents par le ministère de l'Éducation nationale.

Activités liées au produit 1.3

Les activités envisagées dans le cadre de ce produit seront principalement un appui autour de deux axes prioritaires, la stratégie nationale sur le corps enseignant et l'inspection et le suivi pédagogique. Les activités comprendront un appui technique, notamment en termes d'analyses nécessaires, pour la préparation de la stratégie nationale sur le corps enseignant, ainsi qu'un appui au processus de consultations, si nécessaire, en complémentarité avec l'appui des autres PTFs et dans le cadre de la coordination sectorielle en appui à la mise en œuvre du PSE. L'appui au système d'inspection et de suivi pédagogique est envisagé tant pour le niveau central (appui technique, en complémentarité avec l'appui d'autres PTFs) que pour les services d'inspection au niveau déconcentré, dans la mise en œuvre de ses fonctions dans les zones ciblées par l'action. Des évaluations, études ou un appui technique relatif aux réformes appuyées ou des interventions mise en œuvre dans le cadre de l'action, telles que le programme d'éducation par la radio, sont également envisagés sous ce produit, ou pourraient être identifiés en concertation avec les autres PTFs et le MEN.

Activités liées au produit 2.1

Pour accroître l'offre de formation professionnelle et l'employabilité des jeunes femmes et hommes centrafricains, le projet agira simultanément sur l'amélioration des services des centres de formation en termes d'apprentissage et sur l'accompagnement à l'insertion professionnelle.

Pour ce qui concerne la première composante, le projet prévoit de réhabiliter et d'équiper les centres de formation bénéficiaires, mettre à jour et standardiser les contenus de formation (référentiel de compétence et formation, guides pédagogiques), renforcer l'offre de formation continue des enseignants et renforcer la gouvernance des centres sélectionnés. Afin de réduire les barrières d'apprentissage des jeunes, en particulier ceux et celles en situation de vulnérabilité, l'accompagnement sera étendu à des actions de sensibilisation, orientation et remise à niveau, y compris d'alphabétisation, propédeutiques à la formation professionnelle. A travers un accompagnement individualisé prenant notamment en compte les freins à l'accès à la formation pour les jeunes femmes, les jeunes pourront, en majorité, intégrer une formation professionnelle mais aussi se diriger vers de l'auto-emploi.

La composante d'accompagnement, durant et après-formation, sera renforcée à travers la redynamisation du dispositif existant d'insertion au sein des centres de formation et en lien avec les acteurs de l'insertion (incubateurs, ACFPE notamment), l'appui technique et financier aux jeunes souhaitant s'orienter vers l'auto-emploi ou en appui à la création d'emploi et au maintien des jeunes en situation d'emplois à travers le soutien aux TPME.

Activités liées au produit 2.2

Le renforcement de la coordination entre l'État, les entreprises et les centres de formation professionnelle afin d'améliorer la gouvernance du sous-secteur sera réalisé à tous les niveaux d'intervention, à travers notamment un appui à la mise en œuvre d'une plateforme nationale des acteurs de la formation et de l'insertion professionnelle (publics, privés et associatifs) et ses déclinaisons sectorielles et/ou locales. La reconnaissance des formations et l'élaboration de référentiels fera aussi objet d'assistance technique pour les cours diplômants et pour les formations courtes, en cohérence avec les besoins des entreprises.

Pour pallier aux difficultés citées, et permettre un renforcement des capacités plus conséquent au regard de deux diagnostics en cours de réalisation concernant l'ACFPE (diagnostic institutionnel et diagnostic de l'offre de services), il pourrait être envisagé de mobiliser une assistance technique renforcée dont les principaux objectifs seraient les suivants :

- Assistance technique long terme pour accompagner la coordination et la mobilisation des partenaires du projet à travers la plateforme nationale, et renforcer leurs capacités en termes de suivi-évaluation ;
- Assistance technique perleée en réponse aux besoins concrets de l'ACFPE et son ministère de tutelle afin de permettre la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités. Dans ce cadre, la coopération sud-sud sera recherchée. En fonction des axes prioritaires d'appui identifiés, le Réseau africain des Institutions et Fonds de Formation professionnelle (RAFPRO) pourrait être l'un des acteurs mobilisés.

Activités liées au produit 3.1

L'amélioration de l'offre d'enseignement supérieur, y compris à distance, se fera à travers les activités prioritaires suivantes :

- Fournir au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique (MESRSIT) une assistance technique pour l'élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de mise en réseau de l'Université de Bangui, à travers le développement de partenariats avec les universités régionales et internationales et l'accès aux programmes existants de mobilités des enseignants et étudiants, y compris les programmes de mobilité et appui à la recherche de l'Union européenne (pe : ERASMUS+, Horizon, etc.).
- Fournir à l'Université de Bangui l'accès à une bibliothèque numérique à travers la mise en place d'une plateforme digitale pour la consultation des ressources pédagogiques et scientifiques mise à jour et adaptée aux besoins d'apprentissage, y compris un parc numérique conséquent.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). La Délégation et les partenaires de mise en œuvre ouvriront un dialogue avec le Ministère de l'Education sur l'inclusion de la sensibilisation au changement climatique dans le curriculum de formation des enseignants.

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

La formation initiale et continue des enseignants, notamment des formateurs des programmes de formation professionnelle, pourront prendre en compte la protection de l'environnement et les risques liés aux changements climatiques, sur la base des filières ciblées par l'action ; à titre d'exemple, les activités en maraîchage pourront viser l'adoption de pratiques plus rentables mais aussi agroécologiques ; l'enseignement des bonnes pratiques dans le traitement des déchets et l'utilisation de l'eau pourra être intégré.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que la promotion de l'égalité de genre dans le secteur de l'éducation représente un objectif significatif de l'intervention. L'action adressera les discriminations basées sur le genre pour l'accès à l'éducation des jeunes filles et des femmes, à travers une approche transversale et ciblée ; en termes d'accès, une attention particulière sera portée à l'inscription, la rétention et la transition des filles entre le primaire et le secondaire, ainsi que la formation professionnelle, y compris dans des filières considérées 'non traditionnelles' ; à travers des actions de sensibilisation au niveau communautaire et de renforcement des capacités des enseignants sur les thèmes liés à la protection de l'enfance, y compris les violences basées sur le genre ; des appuis financiers (bourses, *cash*

transfers), et matériels (kit de dignité, pour faciliter, entre autres, l'hygiène menstruelle) aux familles dans le besoin, particulièrement celles dirigées par des femmes. Certaines activités, telles que la construction de latrines accessibles et séparées hommes-femmes et enseignants-élèves, la réhabilitation et/ou construction de collèges de proximité réduisant les distances pour se rendre à l'école pour les filles et garçons adolescents, ainsi que le référencement des parents vers l'état civil pour l'obtention des actes de naissance des enfants filles et garçons, y compris les enfants les plus exposés au risque de non-enregistrement, sont estimées avoir des retombées positives en termes d'équité et égalité. Des mesures spécifiques seront également mises en place en faveur des filles particulièrement vulnérables, en situation de déplacement et/ou non accompagnées, vivant avec handicap, ayant abandonné l'école suite à un mariage ou une grossesse précoce/forcée ou survivantes d'autres formes de Violences Basées sur le Genre (VBG). L'accès des jeunes femmes à l'enseignement supérieur, en particulier aux opportunités de mobilité et d'échanges académiques, sera privilégié afin de favoriser une distribution plus équitable des opportunités de développement des compétences de haut niveau, ayant des impacts positifs sur le leadership féminin, y compris au sein du corps enseignant et la direction du secteur, à tous les niveaux.

Droits de l'homme

L'action vise à promouvoir le respect du droit universel à l'éducation. Les enfants et jeunes centrafricains et centrafricaines bénéficieront d'une offre de services d'éducation de meilleure quantité et qualité, qui sera mise à leur disposition sans discrimination aucune sur la base de leur appartenance religieuse, ethnique, handicap, politique ou de leur situation socio-économique. Un accès plus inclusif à l'éducation permettra aussi aux enfants et jeunes d'être mieux informés sur leurs droits et devoirs en tant que citoyens. L'action va appliquer l'approche basée sur les droits humains et ces cinq principes opérationnels : respects de droits humains, participation, no discrimination, redevabilité et, transparence.

En plus, il faut signaler que RCA dans sa politique a consenti à beaucoup d'efforts pour relancer les système éducatif, soutenu par des nombreux instruments juridiques entre autres : le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) depuis 1979, la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, la Convention relative aux droits des personnes handicapées de 2006, la Résolution 64/290 sur le droit à l'éducation dans la situation d'urgence et la Résolution 1998 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la surveillance des attaques contre les écoles (2011).

Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que la scolarisation des enfants et jeunes vivant avec handicap sera prise en compte dans la stratégie de promotion de l'inclusion, y compris les activités de sensibilisation au niveau communautaire et le renforcement des capacités des enseignants pour la prise en compte des besoins spécifiques de ces enfants. Au niveau du ciblage, les enfants vivant avec handicap seront inclus dans les groupes les plus vulnérables bénéficiant des programmes d'incitations directes, telles que les bourses ou le transfert d'espèces et des aides techniques. La construction/réhabilitation d'infrastructures tiendra compte des normes d'accessibilité pour l'inclusion des enfants vivant avec handicap. La production de statistiques désagrégées par facteur d'handicap sera favorisée, y compris pour les indicateurs des projets financés dans le cadre de cette action. A savoir, la RCA a ratifié la Convention aux droits de personnes handicapées le 11 octobre 2016.

Démocratie

La livraison des services sociaux de base à la population, y compris les services d'éducation, fait partie des responsabilités incontournables d'un État de droit. Sur la base des problèmes du secteur identifiés à la section 2.2, l'approche communautaire reste fondamentale pour assurer le fonctionnement des écoles mêmes au niveau des zones les plus reculées et moins servies par les entités déconcentrées de l'État. Le renforcement du système éducatif, de la base au niveau national, sera accompagné par la participation active des communautés locales dans la définition des actions, à partir de l'identification, tout au long de sa mise en œuvre et jusqu'à son évaluation, à travers la mise en place de mécanismes de retour d'information des bénéficiaires.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Le manque d'accès à l'éducation a des implications non négligeables sur les dynamiques de conflit. La population de la RCA est extrêmement jeune, l'âge moyenne n'étant que de 20,4 ans. Avec des taux de déperdition scolaire, chômage et sous-emploi très élevés, les jeunes, notamment en dehors de la capitale, sont la cible des groupes armés. En effet, la population peu éduquée est mal équipée pour aborder de façon critique les informations

auxquelles elle est exposée et donc plus vulnérable à la désinformation. De même, le faible niveau d'éducation crée des lacunes en ce qui concerne les ressources humaines au service du pays, notamment dans l'administration publique. Sur cette base, le projet vise à renforcer le système de l'éducation en RCA et de rendre capables les entités nationales et déconcentrées d'assurer l'accessibilité des services d'éducation de base, formation professionnelle et enseignement supérieur. Avec un retour de l'État dans la distribution des services sociaux, l'action contribue au renouvellement du contrat social entre l'État et ses citoyens et ainsi à la prévention de conflits, en adoptant de manière systématique l'approche de ne pas nuire. L'implication des Organisations de la Société Civile (OSC) (notamment des organisations de jeunes et de femmes) et des autorités religieuses dans le dialogue intercommunautaire sera un important catalyseur dans le processus de changement vers une meilleure cohésion sociale pour bâtir une culture de paix.

Réduction des risques de catastrophes

N/A

Autres considérations, le cas échéant

Dans le pays, où les chiffres humanitaires restent alarmants (sur une population d'environ 4,9 millions d'habitants, 2,8 sont dans le besoin d'assistance humanitaire ; 652 036 personnes déplacées internes - soit plus de 25% de la population), la prise en compte des déplacements forcés des populations est prioritaire. Les risques de protection de l'enfance, pour les jeunes filles et garçons, restent très élevés en termes de violence sexuelle, travail forcé et recrutement par les groupes armés. La mitigation de ces risques passe, entre autres, par l'amélioration de l'accès des filles et garçons déplacés, réfugiés, retournés et des communautés d'accueil à des services d'éducation de proximité et qualité, à travers des programmes spécifiques d'éducation accélérée qui favorisent leur apprentissage dans les contextes d'urgence ainsi que leur réintégration progressive dans le système éducatif formel.

L'action contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 4 pour l'accès à l'éducation de qualité pour tous et toutes. A travers les mesures spécifiques pour la scolarisation des filles et la promotion des rôles de leadership des femmes dans le secteur, l'action contribue également à l'atteinte de l'ODD 5 pour égalité entre les sexes. La formation et insertion des jeunes permet de contribuer à l'atteinte de l'ODD 8 pour le travail décent et la croissance économique, notamment son cible 8.6 sur la réduction de la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne / Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe – Risque pour la durabilité des acquis des interventions	Risque 1 - Faible capacité financière et institutionnelle du gouvernement et le manque de l'autorité de l'État - qui se traduit en termes de défis structurels du secteur (enseignants, budgets au niveau central et déconcentrés, etc.)	Haute	Haut	L'engagement du Gouvernement pour le recrutement et le déploiement des enseignants titulaires sera un facteur incontournable pour la réussite et la durabilité de l'action. Une mesure d'atténuation dans ce contexte est le dialogue sectoriel dans le cadre du GLPE notamment avec le gouvernement dans le cadre de l'appui à la bonne gouvernance du secteur sur des thèmes prioritaires pour le secteur tels que le financement du secteur et les défis et relatifs aux enseignants (recrutement, déploiement et

				<p>paiement des enseignants titulaires, autres statuts, qualifications,..), en s'appuyant sur les engagements pris dans le cadre du PSE récemment adopté, appui technique sur questions clés pour appuyer le dialogue si nécessaire.</p> <p>Prise en compte de ce risque dans l'approche du projet et de la mise en œuvre des activités, avec une approche de renforcement du système, des capacités, et une attention à l'engagement du Ministère.</p>
	<p>Risques 2 – Ressources humaines et financières limités des partenaires institutionnels afin de pérenniser les acquis du projet. Le risque est particulièrement élevé pour le MESRSIT, s'agit d'un nouveau partenariat qui prévoit la mise en place de mécanismes de mobilité et mise en réseau nécessitant l'implication continue des entités nationales de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique</p>	Haute	Haut	<p>Dans son rôle de Co-lead du comité de coordination sectorielle RCPCA sur l'éducation et la formation, l'UE appuiera le MESRSIT dans son plaidoyer pour une mobilisation de ressources extérieures extérieures, afin de diversifier les PTF intéressés à investir dans le sous-secteur.</p>
	<p>Risque 3 – Instabilité institutionnelle dans l'architecture du système éducatif ; difficultés de coordination, notamment dans le sous-secteur de la formation professionnelle, assurée actuellement de manière hybride par le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation Professionnelle, et le ministère de l'Education nationale à travers la Direction de l'Enseignement</p>	Moyenne	Haut	<p>Dans son rôle de Co-lead du comité de coordination sectorielle RCPCA sur l'éducation et la formation, l'UE appuiera les entités concernées à l'harmonisation des approches de mise en œuvre et coordination.</p>

	Technique et de l'Alphabétisation			
Environnement externe - Risque sécuritaire et logistiques	Risque 4 - L'instabilité et l'insécurité constituent aussi des risques majeurs (pillages, destruction, occupation des écoles par les groupes armés)	Haute	Haut	Afin d'éviter l'interruption des activités : mesures de sécurité pour assurer la protection des biens et du personnel (par exemple, escorte de la MINUSCA pour les missions et le transport de matériel dans les zones où le niveau de sécurité est jugé faible, comité de vigilance) ; priorité au recrutement local ; emphase sur le mécanisme de médiation au niveau communautaire, aussi à travers des initiatives financées par l'UE, lorsque les conflits apparaissent. Sur le risque d'occupation des écoles par les groupes armés : ciblage de zones d'intervention où l'Etat pourra garantir le contrôle sécuritaire. Sensibilisation/communication sur le droit à l'éducation.
	Risque 5 - Les risques liés à la/une crise sanitaire, comme constaté en 2020 avec la fermeture des écoles, ainsi que la fermeture des frontières nationales et internationales, en raison de la pandémie de COVID-19	Moyenne	Moyen	Évaluation et développement du programme d'enseignement par la radio. La radio reste le seul moyen pour assurer une petite continuité des apprentissages en cas de fermeture d'écoles car il n'y a pas assez de télévision et de couvertures internet en RCA.

Enseignements tirés :

Les principales conclusions, enseignements tirés et recommandations émises par l'évaluation finale du volet éducation du programme « Rétablissement des services sociaux de base en RCA » et des analyses et recommandations émises par l'Évaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République centrafricaine (2008 - 2019) ont été prises en compte dans la première étape de préparation du volet éducation de base de cette action, et seront prises en compte pour la finalisation de la formulation de l'action et sa mise en œuvre.

Concernant le volet éducation de l'évaluation de la coopération de l'UE avec la RCA, les principales recommandations portent sur :

- Davantage d'attention à l'amélioration de la qualité des services fournis par l'État, et à l'équité avec laquelle ils sont fournis à la population et aux groupes les plus vulnérables. Sans se référer spécifiquement à l'éducation, un renforcement de l'appui à la lutte contre les phénomènes de corruption est recommandé. Les pistes d'action indiquées pour la prise en compte de cette recommandation comprennent de favoriser l'établissement de mécanismes de redevabilité sociale, l'assistance technique qui favoriserait la gestion, le recrutement, etc. de ressources humaines qualifiées; plus spécifiquement pour l'éducation contribuer à remédier aux inégalités territoriales et de sexe, avec un appui aux zones défavorisées, notamment l'est du pays, et à une meilleure qualité de l'éducation, notamment avec une attention à l'augmentation des capacités de formation d'enseignants mais aussi en accompagnant la formation et le statut des maitres parents et travailler en partenariat public-privé sans créer de disparité dans l'accès.

Les analyses, conclusions et recommandations de l'évaluation finale du projet « Rétablissement des services sociaux de base en éducation en RCA (2015 - 2020) » comprennent notamment les points suivants :

- Le manque de communication et de partage d'information entre les ONG partenaires et UNICEF et le ministère au niveau central et déconcentré, et son impact sur l'efficacité et la durabilité (notamment au niveau de l'implication des partenaires gouvernementaux sur les infrastructures, mais également sur le partage des plans d'action avec les inspections académiques) ; des infrastructures (réhabilitations et constructions) sont envisagées, elles seront faites suivant la planification établie par le Ministère dans le cadre du PSE, et suivant les normes et systèmes établis (notamment pour la réception des ouvrages) par celui-ci, l'approche de renforcement du système et des capacités locale sera assurée dans la mise en œuvre des interventions.
- La durée de 3 ans est jugée insuffisante, pour des projets avec un contexte sécuritaire tendu et des infrastructures.
- Le 'paquet de services' - Le paquet de services, construction/réhabilitation, mobilisation sociale, renforcement de capacité des enseignants, prise en charge des maîtres-parents des écoles cibles et amélioration de la gouvernance du système éducatif, a été jugé très efficace par l'évaluation finale.
- La nécessité de continuer les constructions/réhabilitation étant donné l'insuffisance de salles de classe et, l'importance de prendre en compte le coût des matières premières, du transport et de la sécurité dès la formulation des projets.
- Les questions de la formation et de la prise en charge des maîtres-parents - Les activités et l'approche de l'intervention sur la question des enseignants sera étroitement coordonnée et alignée avec les autres PTFs, dans le cadre des priorités définies dans le PSE, et menées dans le cadre d'un dialogue sectoriel avec les ministères concernés.
- La complémentarité avec le programme du PME - L'intervention en appui à l'éducation de base sera étroitement coordonnée avec l'appui du programme financé par le PME et pour lequel la BM est agent partenaire, effectivement le principal programme en appui à l'éducation de base et qui sera mis en œuvre en parallèle à cette intervention. Mis à part une coordination technique, un dialogue conjoint sera également recherché notamment sur les défis principaux auxquels fait face le secteur.

Pour le sous-secteur de la formation professionnelle plus particulièrement, les principales leçons apprises des projets terminés ou en cours sont les suivantes :

- Le niveau scolaire étant très faible en RCA et vu les enjeux liés à la prise en charge psycho-sociale, il est nécessaire de renforcer les actions liées aux compétences de base et de vie et proposer un appui holistique permettant un développement personnel favorable ;
- A Bangui comme en province, les acteurs de formations font face à une forte demande qui ne correspond pas aux places disponibles et dont les parcours ne correspondent pas aux attentes du marché du travail : le choix des filières de formation sera basé sur un dialogue avec le secteur privé et une analyse du marché du travail, pour assurer des meilleures chances d'employabilité des jeunes formés ;
- Les jeunes se dirigent en immense majorité vers le secteur informel qui représente près de 90% de l'emploi total du pays, d'où un accent sur l'insertion par l'auto emploi afin d'accompagner les jeunes choisissant l'entrepreneuriat davantage par manque de choix que par envie et capacité d'entreprendre ;
- La faiblesse des partenaires locaux demande un renforcement de capacité des acteurs de formation, d'insertion et l'accompagnement des jeunes (OSC, structures de prise en charge psycho-sociale, acteurs de l'alphabétisation...). Le secteur privé nécessite également d'être appuyé et structuré afin de favoriser la création d'opportunités pour les jeunes. Cette action visera à trouver des synergies avec des initiatives complémentaires d'appui au secteur informel, telles qu'un projet de la BM sur le soutien à l'entrepreneuriat, et à un projet du PNUD (cofinancé par l'UE) d'appui à la formalisation des petites et moyennes entreprises.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention du programme est basée sur l'analyse du contexte et des défis principaux identifiés : la mise en œuvre des activités visant à améliorer l'accès à l'éducation, la qualité des apprentissages, et la gestion du système aura un impact positif particulièrement pour les enfants vivants dans les situations plus vulnérables, y compris les filles et les enfants affectés par les crises, notamment les enfants en situation de déplacement, retour et les communautés hôtes dans les zones ciblées. L'action proposée envisage de continuer, dans un nombre de localités ciblées, à appuyer l'accès à l'éducation des enfants et adolescents et leurs apprentissages, en ciblant cette fois les interventions sur la transition vers le premier cycle du secondaire et la formation professionnelle, ainsi qu'à poursuivre le renforcement du système d'éducation, tant au niveau central que déconcentré. L'appui se fera en poursuivant une approche nexus humanitaire-paix-développement. L'approche envisagée poursuivra un objectif de développement durable par le renforcement du système d'éducation, qui impliquera des efforts de renforcement des capacités à tous les niveaux (central, déconcentré et des écoles), et nécessitera un appui étroitement coordonné avec les autres PTFs, aligné aux priorités et approches du PSE. Les actions prévues dans les zones ciblées sont conçues en vue de leur soutenabilité au-delà de la vie du projet, et de la possibilité d'extension éventuelle au plan national.

Pour la première composante (OS1), l'approche proposée dans les localités ciblées est intégrée, avec un ensemble d'interventions sur un groupe d'écoles (écoles primaires autour d'une école secondaire) dans la même localité de proximité pour travailler sur l'ensemble du continuum de l'éducation et de la transition du primaire au secondaire. Cette approche prévoit un ensemble d'activités centrées sur la réduction des barrières à l'accès à l'éducation, ainsi que sur la qualité des apprentissages. Etant donné le contexte de la RCA, ces actions centrées sur l'éducation sont complétées par des activités de protection, de dialogue communautaire, d'activités en matière d'eau, assainissement et hygiène - WASH - (séparé par sexe de façon à garantir sécurité et la dignité), etc., nécessaires à l'atteinte des résultats poursuivis, particulièrement pour les enfants vivant dans les situations plus vulnérables. L'appui à la dynamique communautaire autour de l'éducation devrait contribuer à l'appropriation et l'engagement de la communauté pour l'éducation et à la cohésion sociale à travers une dynamique collective pacifique dans les communautés. L'engagement des services centraux ou déconcentrés sera assuré dans la mise en œuvre des activités dans les localités ciblées dans une approche de renforcement de l'appropriation par le ministère de l'Éducation et de renforcement des capacités. L'appui technique au ministère de l'Éducation ciblera des thématiques/responsabilités spécifiques, identifiées parmi les priorités du PSE, en complémentarité avec les appuis des autres partenaires.

La logique d'intervention spécifique à la composante de formation professionnelle (OS2) est celle d'offrir un parcours complet aux jeunes, de la préformation à la formation professionnelle puis à l'insertion, tout en renforçant le développement économique local afin de favoriser le maintien et la création d'emploi. Les jeunes hommes et femmes pourront intégrer ce parcours à différents stades, en fonction de leur profil et de leurs besoins. Pour ce faire, les TPME seront simultanément accompagnées pour améliorer les conditions d'accueil de stagiaires et développer leur activité pour favoriser l'offre d'emplois salariés. Les facteurs de réussite clés de cette approche seront donc le renforcement des capacités des acteurs locaux (TPME, CFP, structures d'appui à l'entrepreneuriat, ACFPE, acteurs institutionnels, Maisons des jeunes, Maisons des femmes) et la coordination entre les entités du secteur public et privé. En particulier, une attention particulière sera accordée à créer un effet de levier à travers ce financement en faveur d'un renforcement des capacités de l'ACFPE à travers un protocole d'accord structurant signé.

L'appui au sous-secteur de l'enseignement supérieur (OS3) valorisera les expériences de partenariat et réseautage avec les acteurs académiques de la région et les échanges déjà en cours, mais qui nécessitent de structuration et appui technique. Les opportunités dans le cadre du programme Erasmus+ seront explorées à travers la mise en place du Bureau d'un point focal Erasmus+. La mise en place d'une bibliothèque numérique se fera à travers l'utilisation des équipements et points d'accès du Centre de formation digitale (CFD) réalisé dans le cadre du projet « Dorsale Fibre Optique » en cours, cofinancé par l'Union européenne et la Banque africaine de Développement (BAD).

Une attention continue sera accordée à la coordination des interventions et de l'appui dans les sous-secteurs ciblés et à l'appui au secteur dans son ensemble, à d'éventuels déficits d'appui clés en termes de renforcement du système, et à l'harmonisation des approches, afin de renforcer l'efficacité et l'efficience des appuis et leur possible réplcation à plus grande échelle. Les priorités dans le dialogue sectoriel incluront les réformes relatives aux enseignants, ainsi que le budget alloué au secteur. La réduction des inégalités territoriales et de genre sera également au centre du dialogue.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Resultants	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Accroître l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation en République centrafricaine, en particulier les populations les plus vulnérables, notamment les filles et les populations affectées par des crises (déplacées et retournées)	<p>1 Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits dans le système éducatif avec le soutien de l'UE (a) dans l'enseignement primaire, (b) dans l'enseignement secondaire, (c) dans la formation professionnelle, désagregé par statut de déplacement et par sexe (EURF2, SDG 4) **</p> <p>2 Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) ne suivant ni études, ni emploi, ni formation – dans les zones d'intervention (désagregé par sexe, handicap et statut de déplacement (SDG 8.6.1)</p>	<p>1 0 (01/2023)</p> <p>2 25% (2019)</p>	<p>1 TBD (12/2027)</p> <p>2 TBD (12/2027)</p>	<p>1 Annuaire statistique, rapports de projet</p> <p>2 Enquête nationale sur les monographies communales (ENMC)²⁰</p>	Non applicable
Effet direct 1	1 L'accès à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire de qualité est amélioré, avec un renforcement de la transition entre les deux cycles, particulièrement pour les enfants et adolescents les plus vulnérables, y compris les filles et les enfants affectés par des crises, notamment les déplacés	<p>1.1 Taux de transition du primaire au secondaire dans les écoles ciblées (désagregé par sexe, handicap et statut de déplacement)</p> <p>1.2 Nombre (ou %) d'enfants ayant passé les examens d'éducation accélérée avec succès dans les écoles cibles</p>	<p>1.1 TBD</p> <p>1.2 TBD</p>	<p>1.1 TBD</p> <p>1.2 TBD</p>	<p>Rapport, enquête sur les données dans les zones ciblées – (UNICEF sur base annuelle)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les sites restent la plupart du temps accessibles • Les déplacements entre Bangui et les préfectures et les mouvements de personnes au sein des préfectures cibles continuent • Les écoles restent ouvertes la plupart du temps • Les stratégies pour mitiger l'impact des catastrophes naturelles sont efficaces. • Les biens sont disponibles dans les délais

²⁰

Réalisée par Institut centrafricain des Statistiques et des Études économiques et sociales et validée par ministère de l'Économie et du Plan de la RCA, réalisée avec appui bailleurs – Banque mondiale et UE (dernière en 2019)

Effet direct 2	2 L'employabilité des jeunes les plus fragilisés, en particulier les jeunes femmes et les déplacés et retournés, est améliorée dans les zones d'intervention	<p>2.1 Nombre et % de jeunes, dont femmes et personnes déplacées/retournées, en sortie positive 6 mois et 1 an après la fin de la formation (étude ou emploi de plus de 2 mois)</p> <p>2.2 Taux d'insertion professionnelle des jeunes accompagnés par l'ACFPE (désagrégé par sexe)</p>	<p>2.1 0</p> <p>2.2 TBD</p>	<p>2.1 TBD</p> <p>2.2 TBD</p>	<p>2.1 Statistiques ACFPE</p> <p>2.2 Statistiques ACFPE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La situation sécuritaire est stable à Bangui et dans l'Ouest de la RCA • Le nombre de retournés dans les préfectures de la Mambere-Kadei et de la Sangha-Mbaéré en provenance du Cameroun continue à augmenter
Effet direct 3	3 La digitalisation et la mise en réseau dans enseignement supérieur est promue	<p>3.1 Nombre d'étudiants participant à des programmes de mobilité financée par l'UE (désagrégé par sexe)</p> <p>3.2 Nombre d'enseignants et chercheurs participant à des programmes de mobilité financés par l'UE (désagrégé par sexe)</p>	<p>3.1 0</p> <p>3.2 0</p>	<p>3.1 TBD</p> <p>3.2 TBD</p>	<p>3 Statistiques de la Direction générale des bourses et stages</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le MESRSIT inscrit la digitalisation et la mobilité parmi les priorités stratégiques de sa politique sectorielle en cours d'élaboration • Le projet Dorsale Fibre Optique cofinancé par l'UE et la BAD complète la construction du Centre de Formation Digitale (CDF) à l'Université de Bangui • Les voyages internationaux ne sont pas suspendus à cause de crises sécuritaires ou sanitaires
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 L'accès au primaire et la transition vers le premier cycle du secondaire des enfants et adolescents, particulièrement les plus vulnérables, y compris les filles et les enfants affectés par des crises, notamment les déplacés,	<p>1.1.1 Taux brut de scolarisation (au primaire et au premier cycle du secondaire) dans les écoles d'intervention (désagrégé par sexe, handicap et statut de déplacement)</p> <p>1.1.2 Taux de redoublement (au primaire et au premier cycle du secondaire) dans les écoles d'intervention (désagrégé par sexe, handicap et statut de déplacement)</p> <p>1.1.3 Niveau de parité des sexes dans les taux de scolarisation et d'achèvement</p>	<p>1.1.1 TBD</p> <p>1.1.2 TBD</p> <p>1.1.3 TBD</p>	<p>1.1.1 TBD</p> <p>1.1.2 TBD</p> <p>1.1.3 TBD</p>	<p>1.1.1 Rapport, enquête sur les données dans les zones ciblées (UNICEF, sur base annuelle) et annuaire statistique (si disponible)</p> <p>1.1.2 Rapport, enquête sur les</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le matériel et les fournitures sont livrés dans les temps • Les travaux de construction sont livrés dans les temps

	sont améliorés dans les zones cibles	dans les effectifs des études primaires et premier cycle du secondaire dans les écoles ciblées (SDG 4.5.1, GAP III)			données dans les zones ciblées (UNICEF, sur base annuelle) et annuaire statistique (si disponible) 1.1.3 Rapport, enquête sur les données dans les zones ciblées (UNICEF, sur base annuelle) et annuaire statistique (si disponible)	
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 La qualité de l'enseignement du primaire et du premier cycle du secondaire est améliorée, particulièrement pour les enfants et adolescents les plus vulnérables, notamment les filles et les enfants déplacés	1.2.1 Proportion des enseignants et maîtres-parents ayant bénéficié de formation continue dans les écoles ciblées (désagrégué par sexe) avec le soutien de l'UE 1.2.2 Proportion des enseignants et maîtres-parents ayant amélioré leur pratique au niveau de la salle de classe (suivi individualisé), désagrégué par sexe, dans les écoles cibles avec le soutien de l'UE	1.2.1 0 1.2.2 0	1.2.1 TBD 1.2.2 TBD	1.2.1 Rapports de projet (UNICEF sur base annuelle) 1.2.2 Grille d'observation/d'évaluation de l'enseignant (par les directeurs ou/et les inspecteurs) (ministère de l'Education avec appui projet UNICEF, sur base au moins bi-annuelle)	<ul style="list-style-type: none"> • Le suivi peut être assuré • Les enseignants F2 sont déployés et des progrès sont faits dans les mesures prévues dans le PSE pour les enseignants • Pas de mouvements significatifs de populations causés par de nouvelles crises sécuritaires
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 Les capacités de gestion du système éducatif au niveau central et déconcentrés sont renforcés	1.3.1 Statut de la stratégie nationale pour les enseignants développée avec le soutien de l'UE 1.3.2 nombre de visites d'encadrement pédagogique organisées avec le soutien	1.3.1 Stratégie non développée	1.3.1 Stratégie développée, adoptée et	1.3.1 A confirmer en fonction des cibles 1.3.2 Rapports des visites du	<ul style="list-style-type: none"> • Le MEN s'engage techniquement et financièrement ; la coordination des appuis et le

		de l'UE de la part des inspecteurs et des conseillers pédagogiques dans les zones cibles	1.3.2 0	mise en œuvre 1.3.2 TBD	ministère de l'Éducation (au moins 2 par an)	dialogue sectoriel sont fonctionnels et productifs
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 L'offre de formation et d'insertion intégrale dispensée par les centres de formation professionnelle et acteurs ciblés est renforcée, en termes de quantité et qualité, en particulier pour les filles et les jeunes affectés par des crises, notamment les déplacés et retournés	<p>2.1.1 Nombre de jeunes (désagrégué par sexe et statut de déplacement) ayant accès à l'ETFP à travers une initiative soutenue par l'UE</p> <p>2.1.2 Nombre de filières créées, réhabilitées, équipés ou accompagnées avec le soutien de l'UE</p> <p>2.1.3 Nombre de centres de formation réhabilités et équipés avec le soutien de l'UE</p>	<p>2.1.1 0</p> <p>2.1.2 0</p> <p>2.1.3 0</p>	<p>2.1.1 TBD</p> <p>2.1.2 4</p> <p>2.1.3 TBD</p>	<p>2.1.1 Rapports d'activités, registres des CFP</p> <p>2.1.2 Rapport d'enquête du projet</p> <p>2.1.3 Rapports d'activités du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La situation macro-économique est stable ou en amélioration
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 La gouvernance du sous-secteur de la formation professionnelle et la coordination avec le secteur privé sont améliorées	<p>2.2.1 Nombre de référentiels développés avec le soutien de l'UE</p> <p>2.2.2 Nombre de jeunes accompagnés dans leurs démarches de création d'entreprise ou d'auto-emploi (désagrégué par sexe) avec le soutien de l'UE</p>	<p>2.2.1 0</p> <p>2.2.2 0</p>	<p>2.2.1 TBD</p> <p>2.2.2 TBD</p>	<p>2.2.1 Rapports ministériels, certifications CFP</p> <p>2.2.2 Registres de présence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les acteurs nationaux adhèrent pleinement aux activités de projet : les centres de formation, les incubateurs, maisons des jeunes et des femmes, ministères concernés
Produit 3 lié à l'effet direct 3	3.1 La disponibilité de matériel pédagogique adapté et des opportunités de mobilité sont améliorées pour les étudiants et enseignants de l'Université de Bangui	<p>3.1.1 Nombre de matériels numériques d'enseignement et de recherche disponibles au niveau de l'enseignement supérieur</p> <p>3.1.2 Nombre d'accords de partenariat signés avec des entités d'enseignement et recherche</p>	<p>3.1.1 0</p> <p>3.1.2 0</p>	<p>3.1.1 TBD</p> <p>3.1.2 TBD</p>	<p>3.1.1 Inventaire des manuels, ouvrages, recherches, magazines, etc. disponibles dans la plateforme de bibliothèque numérique de l'Université de Bangui</p> <p>3.1.2 Accords signés par l'Université de Bangui</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les équipements informatiques déjà en dotation de l'Université de Bangui et des Directions du MESRSIT est opérationnel • Le MESRSIT met en place le Bureau du point focal national Erasmus+

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République centrafricaine.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre [applicable à la modalité du projet ou à l'appui complémentaire à l'appui budgétaire]

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE²¹.

4.4.1 Gestion directe (passation de marchés)

Un ou plusieurs contrats de services et si nécessaire de fournitures contribueront à l'atteinte de l'objectif spécifique 3 «*Promouvoir la digitalisation et la mise en réseau dans l'enseignement supérieur*» ainsi que ses produits relatifs.

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués concernant l'OS 1

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une ou plusieurs entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants: capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de l'éducation de base, valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées ; rôle de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans un de ces sous-secteurs ; transparence, absence de conflit d'intérêts.

La mise en œuvre par cette ou ces entités implique l'objectif spécifique 1 de l'action, qui consiste à « améliorer l'accès à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire de qualité, avec un renforcement de la transition entre les deux cycles, particulièrement pour les enfants et adolescents les plus vulnérables, y compris les filles et les enfants affectés par des crises, notamment les déplacés ».

Les entités en charge réaliseront les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la gestion et l'exécution des budgets, la passation de marchés et l'octroi de subventions, la signature de protocoles et conventions nécessaires à l'exécution de l'action et à l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées en gestion directe, via des contrats de subvention qui peuvent être attribués dans le cadre d'un ou de plusieurs appels à proposition pour la mise en œuvre de l'OS 1

²¹ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués concernant l'OS 2

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une ou plusieurs entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de l'éducation professionnelle, valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées ; rôle de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans un de ces sous-secteurs ; transparence, absence de conflit d'intérêts.

La mise en œuvre par cette ou ces entités implique l'objectif spécifique 2 de l'action, qui consiste à « améliorer l'employabilité des jeunes les plus fragilisés, en particulier les jeunes femmes et les déplacés et retournés dans les zones d'intervention ».

Les entités en charge réaliseront les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la gestion et l'exécution des budgets, la passation de marchés et l'octroi de subventions, la signature de protocoles et conventions nécessaires à l'exécution de l'action et à l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe via des contrats de subvention, qui peuvent être attribués dans le cadre d'un ou plusieurs appels à proposition pour la mise en œuvre de l'OS 2.

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas d'échec de contractualisation des contrats de services et fournitures indiqués dans le paragraphe 4.4.1, une gestion indirecte avec entité dont les piliers ont été positivement évalués, ou d'une organisation internationale, ayant fait l'objet d'une évaluation ex-ante des piliers, pourrait être envisagée. Ce changement sera motivé, le cas échéant par un gain d'efficacité et d'efficience de l'action et une valeur ajoutée de cette coopération en termes de compétences et expériences dans la mise en œuvre des actions similaires (appui au sous-secteur de l'enseignement supérieur).

Dans le cas d'échec de contractualisation avec les entités telles qu'indiquées dans les paragraphes 4.4.2 et 4.4.3, un changement de gestion indirecte à gestion directe serait envisageable. Dans ces cas, des contrats de subvention en gestion directe pourraient être attribués dans le cadre d'un ou plusieurs appels à proposition pour la mise en œuvre des OS 1 et 2.

Les critères de choix seront ceux indiqués aux paragraphes 4.4.2 et 4.4.3 : capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de l'éducation de base et professionnelle, valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées ; rôle de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans un de ces sous-secteurs ; transparence, absence de conflit d'intérêts.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (Chiffres en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4		
OS 1 composé de	20 000 000	
Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2 — cf. section 4.4.2	20 000 000	
OS 2 composé de	8 000 000	
Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3 - cf. section 4.4.3	8 000 000	
OS 3 composé de	1 500 000	
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 500 000	
Evaluation – cf. section 5.2	500 000	
Audit – cf. section 5.3		
Provision pour dépenses imprévues	0	
Totaux	30 000 000	

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage du programme sera établi en tant qu'organe de décision. Ce comité de pilotage sera présidé par le ministère de l'Éducation nationale (MEN). Le ministère du Plan, de l'Économie et de la Coopération internationale (MPECI), le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique (MESRSIT) et le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle (MTEPSFP) figureront parmi les membres ; la Délégation de l'Union européenne (UE) en tant qu'observateur. Il rapportera au comité de coordination sectorielle sur l'éducation, dans le cadre du mécanisme national de suivi de la mise en œuvre du RCPCA. Il réunira au moins deux fois par an les principales parties prenantes du projet, y compris le Ministère et les représentants de la société civile (fédérations des associations des parents d'élèves, ONGI). Il aura pour mission d'assurer le pilotage du projet et de proposer, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre.

Un comité de suivi opérationnel sera également mis en place. Il se réunira sur base trimestrielle en session ordinaire et sera présidé conjointement par un(e) représentant(e) du ministère sectoriel qui assure la présidence et par un(e) représentant (e) de la Délégation de l'UE. Son rôle sera de suivre les activités mises en œuvre, de superviser l'avancement du projet et d'émettre des recommandations au comité de pilotage.

Au niveau des districts, les structures locales de coordination du secteur de l'éducation coordonnent les différentes actions et donnent les orientations stratégiques en lien avec le comité national de pilotage.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

4.8 Conditions préalables [uniquement pour la modalité de projet]

La réalisation de l'activité 3.1, concernant la création d'une bibliothèque numérique en faveur de l'Université de Bangui, a comme condition préalable la construction et opérationnalisation du Centre de Formation digitale (CFD). Cette activité est prévue dans le cadre du projet « Dorsale Fibre Optique » cofinancé par l'Union européenne et la Banque Africaine de Développement (BAD), dont la date de fin de projet est fixée au 31 mars 2023.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe et par handicap, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes.

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les partenaires indiqués dans les paragraphes 4.4.2 et 4.4.3 seront responsables de mettre en œuvre (en partenariat avec les autorités nationales pertinentes) les enquêtes et études indiquées dans le cadre logique comme source d'évaluation des indicateurs.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale pourront être effectuée(s) pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours réalisée pour résoudre des éventuels problèmes, et tirer des enseignements pour la partie restante de l'action, notamment dans le cadre de la formation de base et professionnelle.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que cette action représente un nouveau secteur d'engagement de la UE en RCA.

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et notamment la contribution à la réduction d'autres types de discrimination, comme celle fondée sur le handicap. Dans ces cas, une expertise sur les droits de humains et l'égalité des sexes sera assurée dans les équipes d'évaluation.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations

et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention²² (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués concernant l'OS 1, 20 000 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Convention de contribution avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués concernant l'OS 2, 8 000 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Entités d'appui : passation de marchés pour services concernant l'OS 3, 1 500 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Entités d'appui : passation de marchés pour Evaluation et Audit 500 000 EUR

²² [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).